Comment Ernest Mandel a empêché la victoire de la révolution socialiste en 60-61» : tel devrait être le titre du livre que Gustave Dache, militant ouvrier et vétéran carolo de la grève du siècle, a intitulé
« La grève générale révolutionnaire et insurrectionnelle de 60-61 ».
(1) Dache y défend l'idée que la Belgique connut à cette période une situation ouvertement révolutionnaire au cours de laquelle la classe ouvrière fut à deux doigts de s'emparer du pouvoir politique par une insurrection. L'échec, selon Dache, est dû au fait que les travailleurs furent trahis par leurs directions traditionnelles ainsi que par la gauche renardiste au sein de la FGTB, qui dévia le combat vers le fédéralisme.

Mais le livre constitue avant tout une dénonciation extrêmement violente d'Ernest Mandel et de ses partisans qui, à l'époque, pratiquaient « l'entrisme » dans la social-démocratie. Pour Dache, la révolution aurait triomphé si *« le groupe Mandel »* avait été révolutionnaire en pratique ; or, selon lui, il s'est avéré qu'il ne l'était qu'en théorie. Chapitre après chapitre, l'auteur martèle que *« les mandélistes »* ne sont en vérité et par essence que des
« capitulards »
, des
« liquidationnistes »
, des
« réformistes »
, des
« pseudo marxistes »
, de
« faux trotskistes »
, des
« suivistes »
et des
« opportunistes »
visant pour la plupart à

« *faire carrière* »
. Ces accusations sont grotesques mais on connaît l'adage : « calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose ».

Gustave Dache ayant trouvé le moyen de faire imprimer ce qu'il répète sans succès depuis 50 ans, nous sommes bien obligés de mettre un certain nombre de choses au point par écrit. Nous ne serons pas exhaustifs, cela nous entraînerait trop loin, tant l'ouvrage fourmille d'inexactitudes, de demi-vérités et de mensonges purs et simples (un chapitre entier est carrément repris d'un auteur lambertiste de l'époque, spécialiste du genre). Au-delà des querelles d'anciens combattants, notre souci est de donner une image correcte de ce que furent la grève du siècle et l'intervention de la section belge de la Quatrième Internationale dans cet événement. Car une conscience anticapitaliste se construit sur une interprétation juste des faits historiques, pas sur des mythes, des caricatures et des insultes.

1. La Belgique connut-elle une situation révolutionnaire et insurrectionnelle au cours de l'hiver 60-61 ?

Gustave Dache répond sans hésiter : « oui ». Nous ne partageons pas cette appréciation. Rappelons que, pour Lénine, une situation est révolutionnaire lorsque trois conditions sont remplies simultanément : 1°) ceux d'en bas ne veulent plus être gouvernés comme avant ; 2°) ceux d'en haut n'en sont plus capables ; 3°) les classes moyennes hésitent entre les deux camps. La deuxième condition n'a jamais été remplie en 60-61. La classe dominante resta unie et déterminée, elle ne perdit jamais le contrôle de la situation et fut loin d'épuiser toutes ses cartouches. La Belgique de 60-61 ne connut même pas une vacance temporaire du pouvoir, comme lors du Mai 68 français, quand De Gaulle disparut en Allemagne pour consulter ses généraux. Après cinq semaines, les travailleurs reprirent le travail sans avoir été battus, le gouvernement Eyskens tomba en avril, et le PSB, revenu au pouvoir, appliqua la « Loi Unique » par morceaux. Gustave Dache ne conteste pas cet enchaînement des faits. Or, celui-ci conduit à s'interroger aussi sur la première des trois conditions citées par Lénine.

Il ne s'agit pas de minimiser la portée de 60-61 mais de prendre la juste mesure de l'événement. En effet, si la majorité des travailleurs était invaincue et avait vraiment perdu toute illusion sur la social-démocratie au cours de la grève, comment expliquer qu'elle ne soit pas repartie au combat quelques mois plus tard? La classe ouvrière aurait-elle été écrasée entre-temps ? Historiquement, les situations révolutionnaires qui n'ont pas débouché sur la prise du pouvoir par les travailleurs ont toujours et nécessairement abouti à la victoire de la contre-révolution, c'est à dire à l'écrasement du mouvement ouvrier organisé. Où Dache voit-il un tel écrasement dans la période qui a suivi la grève ? Quand et comment la situation

révolutionnaire prétendument ouverte par la grève générale s'est-elle refermée ?

Ici, une clarification s'impose. Dans sa préface au livre de G. Dache, Eric Byl, dirigeant du PSL, parle des « *six grèves générales* » qui auraient eu lieu en Grèce au cours des premiers mois de cette année… A cette aune, on comprend que 60-61 constitue pour lui une révolution ! Cependant, confondre une grève générale et un arrêt de travail généralisé de 24 heures constitue une erreur sérieuse. Le marxisme révolutionnaire parle de grève générale quand le fleuve ouvrier déborde les digues et inonde la société au point que plus personne ne sait quand et comment le faire rentrer dans son lit. C'est en ce sens, et en ce sens seulement, que toute grève générale ouvre une situation potentiellement révolutionnaire, donc potentiellement insurrectionnelle.

De plus, entre une situation potentiellement révolutionnaire, une situation pré-révolutionnaire, une situation réellement révolutionnaire, et une situation où les conditions pour une victoire révolutionnaire sont réunies, il y a encore tout un chemin à parcourir. (2) L'expérience pratique doit amener la masse des travailleurs mobilisés à se détourner successivement des directions collaborationnistes, réformistes, réformistes de gauche ou « centristes » (3), permettant ainsi le développement d'un parti révolutionnaire qui commence à être reconnu comme une direction alternative crédible à l'échelle de masse. L'expérience historique enseigne que ce processus est intimement lié à l'auto-organisation des travailleurs. C'est pourquoi le niveau de développement des organes de pouvoir des travailleurs est un bon indicateur du caractère révolutionnaire ou prérévolutionnaire d'une situation donnée, quelle qu'elle soit.

Or, que montre la grève générale de 60-61 à cet égard ? Dans plusieurs localités du Hainaut, des comités élus par les grévistes ont pris en charge le combat et même certains aspects de la vie quotidienne, tels que la circulation des véhicules, etc. Mais il s'agissait généralement de structures territoriales, formées dans les Maisons du Peuple, et pas de véritables comités de grève, élus en assemblée générale des travailleurs, au niveau des entreprises. Ces structures territoriales sont restées relativement isolées et n'ont pas commencé à se coordonner. Pourquoi sont-elles apparues dans le Hainaut ? Parce que l'appareil FGTB s'y opposait ouvertement à l'aile gauche renardiste. A Liège, où Renard assumait le mouvement, les comités étaient inexistants. Ils n'existaient pas non plus en Flandre, où les grévistes, confrontés au sabotage de la CSC, se regroupaient derrière la FGTB en tant que telle. « *La Gauche* » a appelé à former des comités de grève, elle a même avancé la perspective d'un congrès national de ces comités ; mais cette revendication restait très propagandiste, contrairement à ce qu'écrit Dache.

Concrètement, la seule manifestation généralisée de pouvoir des travailleurs fut la désignation, par le syndicat, des travailleurs autorisés à entrer dans les entreprises pour l'entretien de l'outil.

C'est important, mais cela ne suffit pas à caractériser la situation comme révolutionnaire. Ou alors il faudrait conclure qu'une révolution pourrait se dérouler sans que l'appareil syndical perde le contrôle des masses, ce qui est absurde.

Dache prend systématiquement ses souhaits pour des réalités. Il ne tient pas compte du fait que la grève générale n'était certainement pas perçue comme « *révolutionnaire* » ni « *insurrectionnelle* »
en Flandre. Il affirme que le saccage de la gare des Guillemins et les affrontements qui ont suivi, à Liège le 6 janvier, constituaient une « insurrection prolétarienne ». C'est confondre émeute et insurrection : une insurrection ne consiste pas à casser les vitres des gares mais à s'emparer des lieux du pouvoir politique et des points stratégiques, tels que les bâtiments officiels, les parlements, la radio et la TV, les centrales électriques, les nœuds de communication, les centrales téléphoniques, etc. Rien de tel ne s'est produit en 60-61. Les nombreux actes de sabotage mentionnés par Dache n'apportent pas non plus une preuve du caractère révolutionnaire de la situation. La grève du siècle a montré le potentiel révolutionnaire de la classe ouvrière, mais la situation n'a jamais été révolutionnaire. Telle est la vérité historique.

2. Le « *groupe Mandel* » est-il resté à la remorque de Renard ?

Dache dénonce André Renard, mais il est bien obligé d'admettre que celui-ci était vu et reconnu unanimement comme l'âme de la grève et comme son dirigeant incontesté. Partout, les grévistes réclamaient Renard, y compris et surtout dans les régions qui connurent des formes d'auto-organisation. Renard incarnait la gauche de la FGTB en lutte ouverte contre la droite social-démocrate, son autorité resta intacte jusqu'au bout et il garda le contrôle du mouvement même après l'avoir fait dévier vers l'objectif du fédéralisme.

Ce n'était certainement pas un révolutionnaire, mais ce n'était pas non plus un réformiste, et encore moins un partisan de la cogestion du capitalisme ! Il était auréolé du prestige de la Résistance, apparaissait comme un partisan du socialisme par l'action et semblait porter le combat pour les réformes de structure adoptées lors des congrès de 54 et 56 de la FGTB. C'est dire qu'il y avait pour le moins fort peu d'espace politique à gauche de Renard en 60, et qu'il convenait d'agir intelligemment. Se couper radicalement de lui, comme Dache le prône, aurait signifié se couper radicalement de la grande masse des grévistes et de toute leur avant-garde. Il n'y a aucun doute à ce sujet. Même après la grève, le prestige de Renard était tel que le Mouvement Populaire Wallon, qu'il avait fondé, compta plus de vingt mille adhérents. L'immense majorité des travailleurs radicalisés dans le combat contre la Loi Unique furent membres du MPW.

Pour autant, il est complètement faux et grossier d'affirmer, comme le fait Dache, que la section belge de la Quatrième Internationale serait restée à la remorque de Renard. Les tensions furent très vives, au contraire. En février 1959, Mandel et Yerna (qui ne fut jamais trotskyste) rompirent avec Renard parce que celui-ci avait fait volte-face dans la solidarité avec la grève des mineurs du Borinage. Une certaine réconciliation intervint par la suite, avant la grève, mais elle resta superficielle. Les désaccords étaient nombreux. Contrairement à Renard, qui ne se prononça jamais sur ce point, « *La Gauche* » mena campagne pour que les réformes de structure soient clairement anticapitalistes. La surenchère de Dache à ce sujet est complètement déplacée. Il prétend que notre courant défendait des réformes néocapitalistes et en veut pour preuve que « *La Gauche* » ne mit pas en avant l'exigence du contrôle ouvrier. Mais il se contredit en citant sa propre intervention lors d'une assemblée de travailleurs du verre au cours de laquelle, de son propre aveu, il ne dit mot de ce contrôle ouvrier, si indispensable à ses yeux !

Outre Mandel lui-même, plusieurs militants de notre courant se heurtèrent sérieusement à Renard. Ce fut notamment le cas d'Edmond Guidé, qui fit arrêter tout Cockerill à Liège dès le 20 décembre 1960 et que Renard, pour cette raison, démit sur-le-champ de son mandat syndical. Un autre membre notoire de notre organisation, Gilbert Leclercq, fut un des principaux animateurs du comité de grève de Leval, une des expériences les plus avancées en matière d'auto-organisation. Quant à la Jeune Garde Socialiste (le mouvement de jeunes du PSB à l'époque), le seul groupe qui trouve grâce aux yeux de Gustave Dache, les militant-e-s de la Quatrième Internationale y jouaient un rôle de premier plan. Surtout, « *La Gauche* » fut le seul courant politique à mener campagne pour la marche sur Bruxelles. On apprit par la suite, de bonne source, qu'il aurait suffi que les renardistes reprennent ce mot d'ordre pour qu'Eyskens abandonne la loi unique.

La marche sur Bruxelles était vraiment la revendication centrale pour celles et ceux qui voulaient que le combat progresse dans un sens révolutionnaire. Mais Renard n'en voulait pas. Notre camarade Lucien Perpète fut dans le collimateur pour avoir scandé ce mot d'ordre lors d'un meeting à Yvoz-Ramet. S'il faut encore une preuve pour démontrer la rupture de « *La Gauche* »
avec Renard, il suffit de mentionner qu'à partir du 24 décembre 1960, lorsque
« *La Gauche* »
appela à créer partout des comités de grève et à les coordonner, notre journal dut se faire imprimer à Bruxelles, car Renard interdit qu'il puisse encore être tiré sur les presses du quotidien
« *La Wallonie* »
, contrôlé par la Centrale des Métallurgistes.

Il est exact que certaines positions du journal « *La Gauche* » furent parfois floues, voire approximatives. Mais « *La Gauche* »
était l'organe de la tendance de gauche au sein du PSB, pas de la section belge de la Quatrième Internationale. Bien qu'Ernest Mandel en fût le rédacteur en chef, elle n'exprimait pas toujours des positions marxistes-révolutionnaires, loin de là. On peut certes estimer que les trotskystes auraient dû mettre davantage l'accent sur leur apparition autonome en tant que section de l'Internationale. Mais
« *grise est la théorie, vert est l'arbre de la vie* »
. Nos camarades menaient de front le travail politique dans La Gauche, dans les JGS et la participation aux réseaux de soutien au Front de Libération Nationale pendant la guerre d'Algérie. Ils étaient si peu nombreux qu'ils durent se contenter de diffuser leurs positions via un supplément au mensuel de la section française,
La Vérité des Travailleurs
. Exemple de cette faiblesse: lorsque Georges Dobbeleer commença à travailler comme ouvrier à la FN en 1953, il était le seul militant trotskyste dans la région liégeoise…

On peut estimer aussi que nos camarades auraient dû claquer la porte du PSB après l'entrée de celui-ci au gouvernement, au lieu d'attendre leur expulsion en 1964. C'est notre opinion et, que nous sachions, c'était, jusqu'à présent, celle de Gustave Dache. Nous nous demandons donc pourquoi il ne l'a pas exprimée dans son ouvrage… Serait-ce pour ne pas gêner ses amis du PSL, qui, eux, sont restés dans la social-démocratie jusqu'en 1993, soit plus de 30 ans après la grève générale de 60-61?

3. Où s'arrête la critique, où commencent la calomnie et l'insulte ?

Les points abordés jusqu'ici relèvent du débat politique. Ils peuvent donner lieu à des échanges très vifs, et même à des polémiques. C'est la tradition dans la gauche en général, entre marxistes en particulier. Gustave Dache est virulent dans sa critique de la politique du Parti Communiste, sans déraper pour autant dans l'invective ou la calomnie. Mais il réserve celles-ci à notre courant. Les « *mandélistes* » sont sa cible principale, sinon exclusive. Deux chapitres leur sont consacrés et le ton extrêmement violent qui est utilisé ne sied pas à un débat entre révolutionnaires. Dache ne nous qualifie pas de « traîtres » mais, de toute évidence, c'est le fond de sa pensée. Ces dernières années, les accusations de ce genre ont disparu des échanges entre organisations de la gauche radicale car le PTB qui y recourait a rangé ses outrances staliniennes au placard. Il est déplorable que le flambeau soit repris par un militant qui se réclame du trotskysme ! Dache fait inévitablement penser à un article de Trotsky concernant Georges Vereecken : « *Des sectaires en général et des indécrottables en particulier* »
. Ce titre s'applique parfaitement à son cas.

Non seulement le ton et le vocabulaire employés rendent le débat politique difficile (serait-ce le but : empêcher le débat ?), mais en plus Gustave Dache colporte un certain nombre de contre-vérités qui attentent à l'intégrité morale de militant-e-s révolutionnaires. Pour montrer à quel point les « *entristes* » ont mal tourné, il écrit par exemple que Georges Dobbeleer aurait « *fait carrière* »
comme secrétaire syndical de la CGSP-Enseignement de Liège. Outre le fait qu'il n'est pas déshonorant d'être élu secrétaire syndical par ses camarades de travail, c'est une contre-vérité pure et simple : notre camarade a enseigné jusqu'à sa retraite, à 65 ans ! Est-ce cela « *faire carrière* »
?

D'autres affirmations calomniatrices concernent des personnes qui n'ont plus la possibilité de se défendre. Arthur Henry, par exemple, est tombé après la grève dans un guet-apens tendu par le président de l'Union Verrière (un syndicat corporatiste qui existait encore à l'époque, et dont Henry proposait le ralliement pur et simple à la Centrale Générale). Par une manœuvre, le dirigeant de l'UV fit croire que notre camarade refusait d'intégrer au personnel de l'usine de Gilly, dont il était délégué, deux militants d'une autre entreprise de la région, qui étaient victimes de la répression patronale pour faits de grève. Gustave Dache, qui était à l'époque pour le maintien du syndicat corporatiste, prend la version du dirigeant de l'UV pour argent comptant… Il omet de signaler qu'Arthur Henry démissionna de son mandat en guise de protestation contre la cabale! Il omet aussi de préciser que cet incident fut à la base de la formation de la gauche syndicale regroupée autour du bulletin « *La Nouvelle Défense* », qui allait conduire au renversement des délégations droitières dans plusieurs entreprises verrières de la région…

Notre dénonciateur de « *mandélistes capitulards* » donne tellement de leçons de marxisme, de mise en œuvre du programme de transition et de syndicalisme anticapitaliste, et il le fait avec tant de prétention, que nous sommes amenés à poser la question : qu'a-t-il gagné, lui, quelles victoires a-t-il remportées pour la classe ouvrière ? Qu'a-t-il construit sur la durée? Nous l'ignorons et aucun syndicaliste carolorégien n'a pu nous renseigner à ce sujet … Ce que nous savons, par contre, c'est que certains « *ca pitulards mandélistes* »
eurent à leur actif des réalisations et des luttes exemplaires.

Le « *mandéliste* » André Henry dirigea les luttes du secteur verrier dans les années 70, notamment la grève avec occupation, maintien de l'outil sous contrôle ouvrier, élection de comités de grève dans les treize entreprises de Glaverbel au Pays Noir, et centralisation des

comités en un comité régional de grève, dont il fut le président. Ce fut l'expérience la plus avancée de mise en pratique du Programme de transition dans l'histoire de notre pays après la deuxième guerre mondiale. Notre camarade était à ce point encombrant que la direction de Glaverbel (Philippe Bodson) lui offrit dix millions de francs belges pour qu'il abandonne le combat, ce qu'il refusa.

Louis Goire et Armand Dams, délégués de l'aciérie Thomas à Cockerill Liège, eurent à leur actif d'innombrables combats, notamment deux grèves internationalistes d'un quart d'heure pour protester contre les bombardements américains au Cambodge, durant la guerre du Vietnam. Ces délégués syndicaux furent d'ailleurs bureaucratiquement éliminés au début des années 70 par Robert Lambion, un ancien bras droit de Renard. Lucien Perpète joua un rôle très actif dans la première grève des employés de la sidérurgie liégeoise, en 1970-71. Gilbert Leclercq fut, dans sa région du Centre, le principal dirigeant de la grève nationale du secteur de la construction, en 1968. Pierre Legrève, qui échappa miraculeusement à la mort lors d'un attentat dirigé contre lui par l'extrême-droite colonialiste en raison du rôle central qu'il jouait dans le soutien au Front de Libération Nationale algérien, parviendra à renverser la bureaucratie syndicale social-démocrate dans la CGSP-Enseignement à Bruxelles et à y animer pendant deux décennies une équipe de militants syndicaux combatifs s'appuyant sur des assemblées syndicales démocratiques.

Georges Dobbeleer , outre qu'il fut condamné à trois ans de prison par contumace par la bureaucratie polonaise, pour son travail de solidarité avec les militants ouvriers indépendants, fit adopter la revendication de l'école unique au congrès national de la CGSP enseignement en 1982. Après 1960, les militants de la Quatrième Internationale jouèrent un rôle de plus en plus important dans la JGS, qui mobilisa 6.000 personnes à La Louvière contre le militarisme et l'OTAN, les 14 et 15 octobre 1961, pour le 40e anniversaire du « *fusil brisé* ». Etc., etc. Dache réussit le tour de force d'évoquer les suites de la grève du siècle jusqu'au milieu des années septante sans dire un mot de ces contributions de nos camarades à la lutte des classes. Craindrait-il la comparaison ?

André Henry, Lucien Perpette, Gilbert Leclercq, Georges Dobbeleer

Notes:

(1) Gustave Dache, « *La grève générale insurrectionnelle et révolutionnaire de 60-61* », ed. marxisme.be

(2) *« La pensée marxiste est dialectique: elle considère tous les phénomènes dans leur développement, dans leur passage d'un état à un autre. La pensée du petit bourgeois conservateur est métaphysique: ses conceptions sont immobiles et immuables, entre les phénomènes il y a des cloisonnements imperméables. L'opposition absolue entre une situation révolutionnaire et une situation non-révolutionnaire représente un exemple classique de pensée métaphysique, selon la formule: ce qui est, est - ce qui n'est pas, n'est pas, et tout le reste vient du Malin. Dans le processus de l'histoire, on rencontre des situations stables tout à fait non-révolutionnaires. On rencontre aussi des situations notoirement révolutionnaires. Il existe aussi des situations contre-révolutionnaires (il ne faut pas l'oublier !). Mais ce qui existe surtout à notre époque de capitalisme pourrissant ce sont des situations intermédiaires, transitoires : entre une situation non-révolutionnaire et une situation pré-révolutionnaire, entre une situation pré-révolutionnaire et une situation révolutionnaire ou... contre-révolutionnaire. C'est précisément ces états transitoires qui ont une importance décisive du point de vue de la stratégie politique. Que dirions-nous d'un artiste qui ne distinguerait que les deux couleurs extrêmes dans le spectre? Qu'il est daltonien ou à moitié aveugle et qu'il lui faut renoncer au pinceau. Que dire d'un homme politique qui ne serait capable de distinguer que deux états: "révolutionnaire" et "non-révolutionnaire" ? Que ce n'est pas un marxiste, mais un stalinien, qui peut faire un bon fonctionnaire, mais en aucun cas un chef prolétarien. »* **Léon Trotsky , *« Où va la France »***

(3) Les marxistes révolutionnaires qualifient de « centristes » les courants de gauche qui oscillent entre réforme et révolution.